

L'éducation à l'orientation professionnelle dans l'enseignement obligatoire à temps plein en Europe

L'ÉDUCATION À L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE DANS L'ENSEIGNEMENT OBLIGATOIRE À TEMPS PLEIN

BELGIQUE (COMMUNAUTÉ FLAMANDE)

Année scolaire 2007/2008

L'enseignement à temps plein est obligatoire pour les élèves âgés de 6 à 15-16 ans. Il s'étend sur l'enseignement primaire d'une durée de 6 ans (*lager onderwijs*) ainsi que sur les trois premières années du secondaire (*secundair onderwijs*). L'enseignement secondaire est divisé en trois cycles de deux ans. Le premier cycle est général (avec un premier cycle A et un premier cycle B). Les deux cycles suivants représentent un enseignement général, technique, professionnel ou artistique selon le choix de l'élève. L'orientation vers les différentes filières se fait plus particulièrement au moment du passage à l'enseignement secondaire, au moment du passage au deuxième cycle (élèves âgés de 14 ans) et à la fin du troisième cycle de l'enseignement secondaire.

CADRE LÉGAL ET OBJECTIFS NATIONAUX

L'orientation scolaire et professionnelle est intégrée et définie dans la législation de la Communauté flamande d'une façon très générale. Elle fait partie de l'ensemble des politiques menées dans le domaine de l'enseignement, de la formation et de l'emploi et fait l'objet de mesures différentes selon le public cible.

Le gouvernement flamand, les partenaires sociaux et les responsables de l'éducation rassemblent leurs forces pour une approche holistique du développement des talents en Flandres. Rapprocher la théorie et la pratique est assurément une priorité politique bien définie qui est comprise dans "**L'agenda des compétences 2010**", une initiative lancée par le ministre flamand du travail, de l'éducation et de la formation. Cet Agenda pour les compétences est constitué de dix priorités qui doivent explorer, développer, reconnaître et mettre en œuvre tant les capacités des étudiants que celles des employés et des chômeurs, et cela au-delà des frontières de l'éducation, des employeurs et des organisations d'employés.

Le choix des études des élèves détermine fortement leur choix professionnel et donc leurs chances sur le marché du travail. Par conséquent, plusieurs lignes d'action ont été élaborées pour aider les élèves et leurs parents à faire un choix motivé d'études et de profession. Ce qui est nouveau et qui renforce le projet c'est le fait que ces actions sont prises en collaboration avec le monde professionnel.

Les actions concernant un lien plus étroit entre l'éducation et le monde du travail sont:

- repenser l'enseignement à temps partiel pour établir une activité à temps plein pour tous les élèves;
- créer davantage d'occasions d'acquérir une expérience professionnelle dans le secteur privé, public et sans but lucratif, grâce à des accords avec certains secteurs professionnels;

- publier un guide intitulé "Un apprentissage de qualité sur le lieu de travail" (2008), qui contient des conseils pratiques généraux, qui peuvent s'appliquer à toutes les formes d'apprentissage pour toutes les matières dans tous les secteurs.

Le décret sur l'égalité d'accès à l'éducation (*Gelijke OnderwijsKansen* – GOK) du 20 juin 2002 (publié au Moniteur belge le 14 septembre 2002 – avec plusieurs amendements: décrets du 14 février 2003, du 30 avril 2004, du 7 mai 2004 et 15 juillet 2005) garantit des ressources supplémentaires pour l'orientation des groupes cibles spécifiques (tels que les élèves issus de milieux défavorisés, ceux de langue maternelle autre que le flamand) pendant la scolarité.

Le décret régissant le fonctionnement des centres d'orientation des élèves (CLB) du 1^{er} décembre 1998 (publié au Moniteur belge le 10 avril 1999) exige que ces centres adhèrent à une politique de qualité en matière d'efficacité des services et de respect de la personne (protection de la vie privée, accès à l'information, etc.) ainsi que des interventions rapides et une coopération entre les différents acteurs impliqués.

Les politiques accordent également une grande importance au lien entre l'éducation et le marché du travail. En 2006, les ministères de l'éducation et des affaires économiques ont lancé un plan d'action "L'éducation à l'entreprise" dont l'objectif est de donner à chaque enfant un sens des affaires et de l'intéresser à entreprendre sa propre activité professionnelle.

RESPONSABILITÉS

La responsabilité de la mise en place d'initiatives en matière d'orientation professionnelle est partagée entre différents ministères, mais appartient plus particulièrement aux ministères de l'éducation et de la formation, du travail et des affaires économiques (orientation à l'entrepreneuriat). Cette responsabilité concerne également différents niveaux administratifs et différents partenaires.

Les centres d'orientation des élèves (CLB) constituent les principaux organes responsables de l'orientation des élèves dans l'enseignement obligatoire. En coopération avec les établissements scolaires, ils concluent des accords consistant, entre autres, à mettre en place des services et d'autres mesures liées à l'orientation scolaire et professionnelle des élèves.

Les services dépendant du ministère du travail ne s'adressent pas aux jeunes dans l'enseignement obligatoire.

L'ÉDUCATION À L'ORIENTATION DANS LE CURRICULUM

Un thème transcurriculaire intitulé "apprendre à apprendre" fait partie du programme de l'enseignement obligatoire.

Dans l'enseignement primaire, on ne peut pas parler d'une véritable éducation à l'orientation. De ce fait, les objectifs de l'apprentissage à apprendre se limitent à différentes formes d'approches pour l'étude et la recherche d'information. Dans l'enseignement secondaire, une section dont les objectifs concernent le choix des études et l'orientation professionnelle est incluse dans la matière "apprendre à apprendre". Ces objectifs ont été

définis en parallèle à l'élargissement progressif de la structure de l'enseignement secondaire en trois cycles de deux années. Le premier cycle de deux années a un programme commun; au cours des deux années suivantes, il faut choisir entre les matières générales ou à orientation professionnelle; ces deux années sont suivies par deux années plus spécialisées.

À titre d'illustration, vous trouverez ci-dessous, pour chaque cycle, l'un des quatre objectifs de la section "apprendre à choisir":

- premier cycle (4 objectifs): les élèves peuvent évaluer leurs intérêts et aptitudes afin de poser un choix d'études au deuxième cycle
(<http://www.ond.vlaanderen.be/dvo/english/corecurriculum/secondary/1grade/astream/learning.htm>);
- deuxième cycle (4 objectifs): les élèves acquièrent un aperçu raisonnable des options d'études et professionnelles
(www.ond.vlaanderen.be/dvo/english/corecurriculum/secondary/2grade/cross/learn.htm);
- troisième cycle (4 objectifs): les élèves prennent en compte leurs intérêts et leurs possibilités lors du choix des études ou du choix professionnel
(www.ond.vlaanderen.be/dvo/english/corecurriculum/secondary/3grade/cross/learn.htm)

Les écoles sont libres de décider comment ce thème sera intégré dans le programme d'enseignement. En pratique, le centre de conseil scolaire apporte un soutien aux établissements scolaires pour l'intégrer de manière transversale dans leurs programmes. Les centres d'orientation des élèves (CLB) peuvent également aider les écoles. Cette approche transversale de l'orientation est sous-tendue et contrôlée de diverses manières: non seulement l'obligation pour les établissements scolaires d'assurer la coordination entre les programmes qu'ils dispensent et l'orientation est inscrite dans la législation afférente à l'éducation, mais, de plus, cette coordination est l'un des critères de qualité pris en compte par les inspecteurs dans l'évaluation des établissements. Cette approche revêt désormais une telle importance pour la définition de l'orientation que les établissements veillent à l'adopter et qu'elle fait parfois l'objet de projets de développement et de travaux de recherche sur les programmes scolaires (jardins expérimentaux, *proeftuinen* – www.ond.vlaanderen.be/proeftuinen).

Stages en entreprise dans le cadre du curriculum

Un questionnaire de l'OCDE sur la politique d'enseignement et de formation professionnels (VET) fournit de nombreuses informations sur les stages dans l'enseignement obligatoire en Flandre (pour plus d'information, voir OCDE 2007, *Vocational education and training – policy and innovation: proposal for work*, EDU/EDPC/CERI (2007)).

Lors de la définition d'un programme VET, le contenu professionnel et technique doit représenter au moins 25 %. Ce faisant, on peut décrire huit programmes différents:

1. Enseignement secondaire ordinaire – 2^e cycle et 1^{re} et 2^e années du 3^e cycle du BSO (enseignement secondaire professionnel)

Les élèves peuvent commencer ce programme à temps plein à l'âge de 14-15 ans pour une durée théorique de quatre ans. La réussite du programme mène à un certificat (*studiegetuigschrift*). Le gouvernement flamand ne fixe pas la part de formation pratique par rapport à la formation VET académique générale. Le gouvernement définit des objectifs de développement et finaux que les étudiants doivent atteindre. Outre la formation pratique dans les établissements scolaires, des stages et d'autres formes de formation pratique sont inclus dans la plupart des programmes. Selon le curriculum, la formation pratique est organisée en bloc ou de façon alternée.

2. Enseignement secondaire à orientation professionnelle expérimental pour les 2^e et 3^e cycles du BSO dans un système modulaire

Les élèves peuvent commencer ce programme à temps plein à l'âge de 14-15 ans. Un système modulaire divise le programme en modules/unités d'apprentissage, chacun associé à une certaine quantité d'apprentissage et menant à certains types de qualifications (crédits, qualifications partielles). Les cours modulaires permettent aux personnes de choisir entre différentes options de cours et leur donnent une certaine liberté quant à la progression et à la vitesse d'achèvement des modules menant à une qualification. Dans le cadre défini pour chaque qualification, les élèves peuvent composer leur propre profil au lieu de suivre un ensemble de cours selon un schéma déterminé (OCDE, 2000). Le gouvernement flamand ne fixe pas la part de formation pratique par rapport à la formation VET académique générale. Le gouvernement définit les objectifs finaux de la partie théorique générale que les étudiants doivent atteindre. Outre la formation pratique dans les établissements scolaires, des stages et d'autres formes de formation pratique sont compris dans la plupart des programmes. Selon le curriculum, la formation pratique est organisée en bloc ou en alternance.

3. Enseignement secondaire professionnel à temps partiel (DBSO) pour les 15 à 18 ans

L'enseignement secondaire à temps partiel est dispensé 40 semaines par an et comprend 15 périodes hebdomadaires d'enseignement d'une durée de 50 minutes. (En pratique, souvent une journée de sept périodes est consacrée à l'enseignement général et une journée de huit périodes est consacrée à la formation professionnelle.)

L'enseignement secondaire à temps partiel est constitué de diverses sections (par exemple, la construction, les soins, l'habillement, le prêt-à-porter) qui sont sous-divisées en filières.

Les centres établissent leurs propres programmes de formation (pas de curricula). La formation comprend un enseignement général et un développement social et personnel, qui sont intrinsèquement liés au contexte social et professionnel des jeunes + une formation à l'orientation professionnelle + (en principe) un emploi.

La composante relative à formation en cours d'emploi peut être couverte de diverses manières:

- un **emploi** dans une entreprise;
- un **projet de transition** (introduit en 1990 pour les jeunes qui n'ont pas encore atteint le niveau de maturité professionnelle requis; ils ont aussi la possibilité d'acquérir de l'expérience dans une administration locale ou une organisation sans but lucratif pendant 40 semaines, et ils reçoivent une allocation mensuelle minimale de 230 euros);
- une **filière de préparation** (établie en 1997) qui met l'accent sur l'accueil, le diagnostic et l'orientation. À cette fin, les centres peuvent créer un **groupe d'accueil** pour les jeunes qui n'ont pas encore une vision claire de leurs perspectives professionnelles et qui peuvent encore opter pour un autre programme de formation, ou pour les jeunes qui n'ont pas le niveau d'attitude professionnelle ou de compétences requis, ou pour ceux qui ne sont pas encore motivés;
- une **filière de développement personnel** (depuis 2007/2008) pour les jeunes qui ont déjà été en contact avec les services sociaux et qui ont eu un parcours scolaire perturbé.

Perspectives d'emploi

Les jeunes peuvent commencer à travailler:

- avec un **contrat d'emploi à temps partiel** qui leur assure un revenu minimum;
- avec un **contrat d'apprentissage industriel** dans le cadre duquel l'employeur se charge de former le jeune en atelier. L'organisation incombe aux comités d'apprentissage conjoints qui élaborent les règles d'apprentissage, proposent un contrat d'apprentissage type et organisent les examens finaux. Le responsable de la formation en entreprise élabore un programme de formation. Le jeune reçoit une allocation d'apprentissage;
- avec un **accord de premier emploi** (s'ils commencent à travailler avant le 1^{er} janvier de l'année où ils atteignent l'âge de 19 ans);
- comme **assistant d'une entreprise familiale** (ils doivent être parents avec le gestionnaire);
- dans le cadre d'un contrat de travail avec le VDAB pour une **formation professionnelle individuelle** (*individuele beroepsopleiding – IBO*). Le VDAB sous-traite sa mission de formation à une entreprise où le chercheur d'emploi pourra apprendre le métier qu'il a choisi;
- avec un **contrat d'intérim** avec une agence d'intérim;
- avec un **accord d'immersion professionnelle** (*beroepsinlevingsoverenkomst – BIO*) avec les autorités flamandes, provinciales et locales.

Au cours de l'année scolaire 2003/2004, 5 693 élèves âgés de 15 à 18 ans étaient inscrits dans l'enseignement secondaire professionnel à temps partiel, ainsi que 649 élèves âgés de 18 à 25 ans; 6 élèves suivaient l'enseignement piscicole à temps partiel.

4. Cours de formation d'apprentissage organisés par Syntra Flandre (Agence flamande pour la formation à l'entreprise)

Plus de 200 métiers peuvent être appris dans le cadre des contrats d'apprentissage. Les élèves suivent une formation pratique dans une entreprise quatre jours par semaine et des cours supplémentaires le cinquième jour.

Ces apprentissages sont ouverts à tous les jeunes dès l'âge de 15 ans qui fréquentent les deux premières années de l'enseignement secondaire ou dès l'âge de 16 ans. À 18 ans, ils peuvent conclure un accord d'apprentissage. Fondamentalement, la formation dure trois ans. Selon l'âge et la formation antérieure, la formation peut être plus courte.

5. Enseignement secondaire ordinaire – 2^e cycle et 1^{re} et 2^e années du 3^e cycle TSO (enseignement secondaire technique)

Les élèves peuvent commencer ce programme à temps plein à l'âge de 13-14 ans pour une durée théorique de quatre ans. La réussite du programme mène à une qualification (*diploma van het secundair onderwijs*). Le gouvernement flamand ne fixe pas la part de formation pratique par rapport à la formation VET académique générale. Le gouvernement définit les objectifs (qualifications) que les étudiants doivent atteindre. Outre la formation pratique dans les établissements scolaires, des stages et d'autres types de formation pratique sont inclus dans la plupart des programmes. Selon le curriculum, la formation pratique est organisée en bloc ou de façon alternée.

6. Enseignement secondaire ordinaire – 3^e année du 3^e cycle KSO (enseignement secondaire artistique) et BSO

Les élèves peuvent commencer ce programme à temps plein à l'âge de 17-18 ans pour une durée théorique d'une année. La réussite du programme mène à une qualification (*studiegetuigsschrift van het 3de leerjaar van de derde graad*). Le gouvernement flamand ne fixe pas la part de formation pratique par rapport à la formation VET académique générale. Le gouvernement définit les objectifs (qualifications) que les étudiants doivent atteindre. Outre la formation pratique dans les établissements scolaires, des stages et d'autres types de formation pratique sont inclus dans la plupart des programmes. Selon le curriculum, la formation pratique est organisée en bloc ou de façon alternée.

7. Enseignement secondaire modulaire – 4^e cycle BSO

Les élèves peuvent commencer ce programme à l'âge de 17-18 ans. Un programme modulaire est divisé en modules/unités d'apprentissage, chacun associé à une certaine quantité d'apprentissage et menant à certains types de qualifications (crédits, qualifications partielles). Les cours modulaires permettent aux personnes de choisir entre différentes options de cours et leur donnent une certaine liberté quant à la progression et à la vitesse d'achèvement des modules menant à une qualification. Dans le cadre défini pour chaque qualification, les élèves peuvent composer leur propre profil au lieu de suivre un ensemble de cours selon un schéma déterminé (OCDE, 2000). Le gouvernement flamand ne fixe pas la part de formation pratique par rapport à la formation VET académique générale. Par contre, le gouvernement définit les objectifs (qualifications) que l'étudiant doit atteindre. Outre la formation pratique dans les établissements scolaires, des stages et d'autres types

de formation pratique sont compris dans la plupart des programmes. Selon le curriculum, la formation pratique est organisée en bloc ou en alternance.

8. Enseignement secondaire ordinaire – 3^e année du 3^e cycle BSO

Les élèves peuvent commencer ce programme à temps plein à l'âge de 17-18 ans pour une durée théorique d'une année. La réussite du programme mène à l'obtention d'une qualification (*diploma secundair onderwijs*). Pour le 3^e cycle, le gouvernement flamand fixe la part de formation pratique (14 heures) par rapport à la formation VET théorique générale (12 heures). Le gouvernement définit les objectifs finaux de la formation théorique générale que l'étudiant doit atteindre. Outre la formation pratique dans les établissements scolaires, des stages et d'autres types de formation pratique sont compris dans la plupart des programmes. Selon le curriculum, la formation pratique est organisée en bloc ou en alternance.

Outre la formation professionnelle dans l'enseignement obligatoire, de plus en plus de projets concernent l'organisation de la formation sur le terrain. Cela va des "stages de découverte" aux "entreprises pionnières", en passant par la coopération entre les écoles et les entreprises lors de la rédaction d'un rapport ou d'une thèse. Ces actions ne sont toutefois pas obligatoires dans le cadre du curriculum.

AUTRES FORMES D'ACTIVITÉS/DE SERVICES D'ORIENTATION

Contacts avec le monde professionnel

Le plan d'action "L'éducation à l'entreprise" mis en place en 2006 (par COMPETENTO, le centre de connaissances de l'Agence flamande pour la formation à l'entreprise, *Vlaamse Agentschap Ondernemingsvorming* – SYNTRA Flandre) a pour objectif de donner à chaque enfant (aux niveaux primaire et secondaire) un sens des affaires et de l'intéresser à entreprendre sa propre activité professionnelle. À cette fin, différents projets (tels que la création d'entreprises communes entre les établissements scolaires et les entreprises, la mise en place d'un cours spécial sur les entreprises, les échanges d'expériences entre écoles et entreprises) sont soutenus par le gouvernement ou d'autres organismes (comme, par exemple, la Fondation Roi Baudouin).

Services d'orientation à l'école

Pour assurer l'orientation des élèves, chaque école conclut un contrat avec un centre d'orientation des élèves (CLB) – voir ci-dessous.

À la demande d'un établissement scolaire, le CLB peut offrir un service de supervision. Ce service (c'est-à-dire un service d'orientation qui n'est pas offert à l'école, mais qui est une coopération entre les écoles et les CLB) n'est proposé que si l'élève ou les parents en prennent l'initiative. Si une école demande au CLB de superviser un élève, le centre doit toujours demander explicitement l'autorisation des parents (pour les élèves de moins de 14 ans) ou le consentement de l'élève s'il a plus de 14 ans.

La supervision du CLB a un caractère multidisciplinaire et se concentre particulièrement sur les élèves ayant des difficultés d'apprentissage dues à leur situation et à leurs origines

sociales. Ce service peut également être considéré comme un service d'orientation hors école.

Services d'orientation hors école

Chaque centre d'orientation des élèves (CLB) fournit des services d'information, d'orientation et des conseils aux élèves, aux parents, aux enseignants et aux équipes de gestion de l'école. Il peut aussi offrir un soutien aux établissements scolaires, par exemple pour intégrer de manière transversale les thèmes liés à l'orientation pédagogique dans leurs programmes. Les centres peuvent guider les élèves ayant des difficultés d'apprentissage ou des problèmes de comportement, dans le choix de leurs futures études, etc.

L'orientation du CLB est basée sur quatre piliers très importants:

- l'apprentissage et l'étude;
- la carrière scolaire;
- les soins de santé préventifs;
- le développement social et émotionnel.

La priorité doit être donnée, entre autres, à l'orientation des élèves pendant les moments clés de leur scolarité (tels que le passage du premier au second cycle de l'enseignement secondaire), à l'éducation spéciale (le développement des plans opérationnels, la diminution du nombre de jeunes à risques, etc.) et à l'adéquation et la qualité des transferts des élèves entre l'enseignement ordinaire et spécial.

Les conseillers et autres personnels (travailleurs sociaux, psychologues, enseignants, etc.) sont regroupés en équipes spécialisées dans les différents domaines multidisciplinaires. Ils fournissent leurs services gratuitement aux élèves, aux parents et aux écoles, et peuvent aussi soumettre aux écoles des propositions en matière d'orientation.

QUALIFICATIONS DU PERSONNEL CHARGÉ DE L'ORIENTATION

Comme le CLB a un caractère multidisciplinaire, chaque discipline a son opinion dans l'orientation des élèves. Par conséquent, tant les aspects psychologiques et sociaux que médicaux peuvent faire partie de l'orientation.

Récemment, en collaboration avec le VDAB, les CLB ont lancé un projet sur l'orientation professionnelle et scolaire et sur l'offre accrue d'informations sur les métiers afin d'améliorer leurs compétences et expérience dans ce domaine. Ils ont dressé un inventaire des matériels, visions et concepts connus dans le secteur, dans les écoles et à l'Office flamand de l'emploi et de la formation professionnelle (VDAB). Ils ont aussi diffusé des bonnes pratiques et cherchent des partenaires pour partager leur expérience. Ils ont l'intention de développer des lignes directrices pour les enseignants quant à la manière d'intégrer des activités liées aux choix éducatifs et professionnels dans leurs leçons. Ils veulent faciliter et renforcer la responsabilité conjointe entre les écoles, les CLB et le VDAB.

COOPÉRATION ENTRE ÉCOLES, MONDE DU TRAVAIL, PARENTS ET AUTRES ACTEURS

Le ministre flamand pour l'emploi et l'éducation a lancé un décret relatif à une nouvelle structure de qualification en Communauté flamande. Récemment (juillet 2008), ce décret a été approuvé par le gouvernement flamand. Maintenant, il lie à la fois la formation et les professions à des niveaux de qualification. L'objectif est d'avoir un langage commun qui rassemble tous les acteurs de l'éducation et du travail afin de faciliter la coopération entre les écoles, les employeurs, les étudiants, les parents et d'autres parties prenantes.

Un nouveau décret concernant l'enseignement supérieur professionnel a aussi été approuvé par le gouvernement flamand (voir: <http://www.vandenbroucke.com>). En termes de politique d'éducation en Flandre, cela constituera une passerelle importante entre l'enseignement secondaire et supérieur. Il se penche sur les étudiants qui veulent acquérir une qualification professionnelle après l'enseignement secondaire. Cette courte formation inclut la formation qui est en place et qui est actuellement clairement destinée au marché du travail: l'enseignement supérieur de promotion sociale (HOSP), la septième année de l'enseignement secondaire technique et le 4^e cycle de l'enseignement secondaire professionnel (jusqu'à ce jour très peu clair dans le paysage éducatif). Ce nouveau décret était nécessaire pour promouvoir et faciliter la coopération entre tous les acteurs concernés de l'éducation (initiale et continue).

ACCÈS À L'INFORMATION SUR L'ORIENTATION

Les CLB ont l'obligation d'offrir des informations sur l'orientation scolaire et professionnelle des élèves. Des salles spéciales (*infothèques*), équipées de présentoirs et disposant d'informations pertinentes en format imprimé et électronique, sont disponibles dans ces centres. Le site Internet du CLB (www.ond.vlaanderen.be/clb) est également accessible aux élèves et aux parents et donne la possibilité de consulter des informations utiles.

Dans le cadre du plan d'action "L'éducation à l'entreprise", un centre virtuel sur les connaissances des compétences entrepreneuriales a été mis en place (<http://www.competento.be>).

Le site du VDAB (www.vdab.be) offre des informations complètes sur les carrières et sur l'assistance possible dans les recherches d'emploi, des tests de QI, etc. Il offre également des liens vers d'autres sites pertinents (des organismes privés, des projets, etc.). Les mêmes informations sont aussi disponibles sur un CD-ROM.

Quelques références Web

CLB: www.ond.vlaanderen.be/clb

Agence flamande pour la formation à l'entreprise: <http://www.competento.be>

VDAB: www.vdab.be

Sources

1. Country report (CEDEFOP)
2. Politiques d'orientation dans la société de la connaissance. Tendances, défis et réponses en Europe. Rapport de synthèse du Cedefop. Ronald G. Sultana. Cedefop Panorama series; 100. Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes, 2004.
3. Eurybase; Eurydice.
4. Orientation professionnelle et politique publique. Comment combler l'écart. OCDE 2004.